LES UNIONS AMÉRICAINES :

COMPLICES DES "BOSS" ET DE LA C.I.A.

EN AMÉRIQUE LATINE

FÉVRIER 1975

Secrétariat Québec-Amérique latine
356 est, rue Ontario
Montréal
Tél.: 842-8459

PRESENTATION

Le présent texte constitue le résumé (en traduction libre) d'un fascicule (d'une soixantaine de pages) intitulé: Our AFL-CIO Role in Latin America or Under the Covers with the CIA.

Le fascicule avait été publié, au lendemain du Coup d'Etat chilien, par des travailleurs américains, membres de l'AFL-CIO, indignés du rôle qu'avait joué leur propre organisation syndicale dans la chute du gouvernement de l'Unité Populaire.

Le texte original se divise en deux parties d'importance à peu près égale:

1) l'histoire et le rôle du syndicalisme américain dans l'ensemble de l'Amérique Latine;

2) les manoeuvres des organismes prétenduement "syndicaux", soutenus et contrôlés par l'AFL-CIO en Amérique Latine, contre le gouvernement d'Allende.

Nous n'avons retenu dans le cadre du présent résumé que la première partie du texte original: pour le tableau d'ensemble qu'elle offre de la collaboration des unions américaines avec les compagnies multinationales (américaines), le Département d'Etat et la CIA, dans l'agression

... /

impérialiste (économique, politique, idéologique) contre l'Amérique Latine.

Dans des publications ultérieures, nous illustrerons de façon plus détaillée les mécanismes de cette collaboration (corporations/syndicats/gouvernement/services d'intelligence) à travers les cas de l'ARGENTINE et du CHILI.

S.Q.A.I.

LES UNIONS AMÉRICAINES: COMPLICES DES "BOSS" ET DE LA CIA EN AMÉRIQUE LATINE

La complicité de l'AFL-CIO dans le renversement de gouvernements démocratiquement élus en Amérique Latine et dans les Caraïbes n'a plus à être prouvée. Des faits, dûment établis, l'indiquent: nous, les travailleurs syndiqués de l'AFL-CIO, nous avons permis que la force de notre organisation soit mise à contribution dans le processus qui a abouti au meurtrier Coup d'Etat chilien. Ce Coup militaire, on le sait, a entraîné la mise hors-la-loi du mouvement ouvrier chilien, causé la mort de dizaine de milliers de personnes et abouti à l'abolition des droits civiques et humains des travailleurs. Si tout cela est vrai, notre image de vaillants "syndicalistes" se trouve singulièrement ternie. Si les décisions qui ont scellé notre complicité ont été prises derrière des portes fermées dans nos bureaux de Washington, on doit maintenant rendre ces décisions publiques, les soumettre à un examen rigoureux et les modifier conformément aux opinions de nos membres de la base. Si cela n'est pas possible, alors il est temps d'effacer les mots "démocratique" et "libre" de nos déclarations de principe: ce serait pure hypocrisie que de les y laisser.

Peu après le Coup du 11 septembre 1973, au Chili, Ernesto Galarza, ancien dirigeant syndical de la Pan American Union, qui avait été pendant dix ans organisateur du Syndicat national des travailleurs agricoles (National Agricultural Workers Union), tentait d'entrer en contact avec

... /

le Directeur des services juridiques de l'AFL-CIO, Andrew Biemiller. Biemiller s'était peu auparavant prononcé contre le principe même d'une loi destinée à promouvoir la réouverture de relations commerciales avec les pays de l'Est. Il s'opposait à toute négociation avec des "pays qui répriment leurs populations, empêchent la formation de syndicats libres, et étouffent toute force d'opposition politique". Galarza voulait savoir pourquoi la direction de l'AFL-CIO limitait ses dénonciations aux seuls pays de l'Est et qu'elle en exemptait la Junte militaire chilienne qui, avec son programme systématique d'assassinats, correspondait pourtant en tous points au portrait esquissé par Biemiller.

L'AFL-CIO n'a jamais fait allusion à la situation qui prévaut présentement au Chili. Galarza déclarait également que les propos de Biemiller démolissaient une fois pour toutes "un mythe que l'AFL-CIO a entretenu pendant des décennies: à savoir que les relations entre tous les travailleurs d'Amérique sont des relations de respect et de fraternité". Biemiller ne daigna même pas répondre au confrère Galarza. Celui-ci fit parvenir la même lettre à Andrew McLellan, délégué inter-américain de l'AFL-CIO. Là non plus, pas de réponse.

Il n'y a qu'une raison qui puisse expliquer le refus des dirigeants de l'AFL-CIO de répondre à un homme de l'envergure de Galarza: leurs arguments n'auraient pu tenir le coup devant l'examen sérieux d'honnêtes travailleurs syndiqués.

PREMIÈRE PARTIE:

L'AIFLD: Rejeton d'un mariage pervers

L'organe de l'AFL-CIO en Amérique Latine, c'est l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (American Institute for Free Labor Development - AIFLD). Cet organisme, fondé en 1962, a le statut d'une corporation sans but lucratif. Son président n'est nul autre que Georges Meany, président de l'AFL-CIO. Le président du Conseil de direction est J. Peter Grace, directeur exécutif de la compagnie W.R. Grace, corporation multinationale qui détient de nombreux intérêts en Amérique Latine. Le Conseil de direction de l'AIFLD est avant tout composé de nombreux hauts dirigeants syndicaux et de directeurs de corporations qui contrôlent d'importants holdings en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

La mise sur pied de l'AIFLD constituait en fait la phase ultime d'un programme conçu par l'AFL (aujourd'hui AFL-CIO) pour fractionner les syndicats de gauche en Amérique Latine et y faire croître l'influence américaine. Son objectif déclaré, c'était et c'est toujours, "le développement du mouvement syndical démocratique en Amérique Latine et dans les Caraïbes". Quels rapports y a-t-il entre cet objectif "officiel" et les pratiques réelles de l'AIFLD? Tout le problème est là.

L'éducation syndicale au service de l'impérialisme

Si à l'origine, l'AIFLD se présentait comme un organisme d'éducation, son action s'étend maintenant à beaucoup d'autres domaines:

/

projets sociaux, services de prêts et d'aide financière, action sociale et développement communautaire. Au plan de l'éducation, l'action de l'AIFLD est massive. En Colombie et au Pérou, elle a touché jusqu'à 5% des travailleurs syndiqués: ce qui dépasse en importance n'importe quel programme de formation offert par l'AFL-CIO aux travailleurs syndiqués des Etats-Unis. Au cours de sessions locales d'études, des personnes sont choisies pour participer à des sessions d'études régionales ou nationales: c'est là qu'ensuite on sélectionne les "candidats les plus prometteurs" (souvent, ces personnes ne sont même pas des syndiqués) auxquels on offre un séjour de trois mois au centre de formation de l'AIFLD, à Front Royal, en Virginie. Pendant toute la durée de ce séjour, la famille de l'étudiant reçoit une "allocation" et l'étudiant lui-même reçoit une allocation quotidienne supérieure au salaire qu'il touche dans son milieu de travail. Une fois terminée la session de formation à Front Royal, les étudiants retournent chez eux... où ils continuent à toucher durant neuf autres mois, un salaire de l'AIFLD.

Les cours offerts à Front Royal s'apparentent beaucoup, par leurs contenus, à la Croisade chrétienne anti-communiste des années '60 * (l'un des premiers directeurs de l'AIFLD figure effectivement sur la

* Quelques-uns des thèmes traités aux sessions de formation de Front Royal:

- Le mouvement ouvrier inter-américain et international
- Etude du temps appliquée au travail
- Caisses d'épargne
- Le mouvement coopératif: technique et problèmes
- L'AIFLD (!) - projets sociaux
- Histoire et structure du mouvement ouvrier américain (des U.S.A.)
- Systèmes politiques: démocratie et totalitarisme

liste des porte-parole de ce groupe). Ainsi ils ne traitent pas des problèmes causés par les multinationales, ni du néo-colonialisme américain ou européen, ni de la domination exercée à l'intérieur des pays par les oligarchies, ni de la question de la redistribution de la terre, ni du fascisme des gouvernements militaires. Rien non plus sur les stratégies de grève. A la base de tout ce programme d'éducation, on trouve ce principe que les travailleurs régleront tous leurs problèmes à travers la négociation collective... et en combattant le communisme aux côtés de l'entreprise et du gouvernement.

Quant aux programmes sociaux de l'AIFLD, ils sont ordinairement mis sur pied pour répondre aux besoins des travailleurs de syndicats qui sont en conflit direct avec des syndicats de gauche. Ces programmes servent alors à "illustrer" les avantages du syndicalisme apparenté à l'AFL-CIO. Le programme de construction de logements est sans doute celui dont on fait le plus état dans les rapports de l'AIFLD. Toutefois, les milliers d'unités de logement ainsi construites en Amérique Latine sont inaccessibles, vu leur prix trop élevé, au travailleur moyen et à l'immense majorité de la population qui vit dans la plus grande pauvreté. Elles ne conviennent de fait qu'aux couches professionnelles et à ceux qui gagnent de hauts salaires.

En plus de ses coûts prohibitifs, le programme de construction de logements de l'AIFLD est souvent assorti de conditions telles que, de temps à autre, il est rejeté même par des syndicats anti-communistes, qui

veulent toutefois garder une certaine marge d'autonomie. D'après une étude du Sénat américain,"l'AIFLD semble exiger que dans toute matière reliée à un projet particulier de construction de logements on lui reconnaisse l'autorité absolue d'agir au nom du syndicat latino-américain touché par le projet. Plusieurs syndicats trouvent que c'est là un prix trop cher à payer." (Comité des Affaires étrangères, Sénat américain, 15 juillet 1968: examen des politiques et programmes de l'Alliance pour le Progrès, secteur travail).

Quant aux autres programmes "sociaux", ils sont mis en oeuvre sous la supervision des conseillers de l'AIFLD, et financés par des fonds de l'USAID (United States Agency for International Development) destinés à l'Alliance pour le Progrès. Au Chili, on ne rendait compte que de façon fort vague de l'utilisation de ces sommes: l'étude du Sénat, ci-dessus mentionnée, a dénoncé le fait que "les comptes étaient préparés à partir d'estimés injustifiés", ce "qui démontre de sérieuses lacunes dans l'administration financière du rapport contractuel établi entre l'AID et l'AIFLD (Ibid... p. 48)." Selon David Bell, ancien directeur de l'USAID:

> "Des dirigeants ouvriers américains travaillent sans relâche en Amérique Latine à 'conseiller' des dirigeants syndicaux de manière à former ceux-ci à leur rôle de propagandistes et de promoteurs de notre style de syndicalisme... Notre propos est de travailler

> directement aux côtés des leaders syndicaux latino-américainx, de les éduquer, de les convaincre de l'orientation de travail que nous, ainsi que les dirigeants syndicaux américains, croyons la plus saine pour eux".

La déclaration de Bell suggère une étroite sujétion des dirigeants syndicaux américains aux ordres de la direction des programmes d'aide du Département d'Etat - et ce n'est pas par hasard. William C. Doherty, Jr., directeur exécutif de l'AIFLD, soutient que 92% du budget de l'organisme provient des fonds gouvernementaux. Le reste provient de l'AFL-CIO et de "quelque 95 entreprises qui détiennent des intérêts en Amérique Latine".

Coopérer avec les patrons

Quelle est l'orientation d'ensemble de l'AIFLD? Doherty l'expose dans un rapport présenté le 6 mai 1969 à une Commission sénatoriale.

> "Lorsque l'AFL-CIO eut décidé de mettre sur pied le nouvel organisme, des conversations s'engagèrent entre les dirigeants syndicaux et des dirigeants américains: nous avons alors découvert que nous avions des intérêts communs, des terrains d'entente. Des hommes comme David Rockefeller et Peter Grace - et je ne veux pas les nommer tous, car j'en suis sûr, j'en oublierais

> quelques-uns - perçurent que nous avions beaucoup à gagner à coopérer, travailleurs et entreprises, en Amérique Latine. Ils affirmèrent que nous devions nous défaire des préjugés classiques qu'entretiennent les uns envers les autres travailleurs et patrons, et que nous devions nous demander si nous ne pouvions pas collaborer. A quoi devait aboutir tout cela? A la mise sur pied de l'AIFLD, en collaboration avec le patronat".

J. Peter Grace explicite plus à fond l'orientation de l'AIFLD:

> "Nous devons comprendre qu'aujourd'hui en Amérique Latine, le choix se pose: démocratie ou communisme? Nous devons avoir à l'exprit que nous ne pouvons permettre que la propagande communiste nous divise plus longtemps: libéraux contre conservateurs; syndicats contre entreprises; ou peuple américain contre son gouvernement... Cette organisation, l'AIFLD, constitue une véritable initiative commune avec laquelle les communistes ne peuvent rivaliser: celle d'hommes libres, venus d'horizons différents, qui travaillent ensemble, d'un commun accord, vers un objectif commun, et sans but égoïste".

Les intérêts de Grace s'étendent jusqu'au Chili où la Grace Company a fait des profits incroyables ("sans but égoïste") pendant plus de 100 ans.

... /

Les attentes du gouvernement américain à l'égard de l'AIFLD se trouvent clairement énoncées dans une entente intervenue en 1966 entre le Département d'Etat et l'AIFLD, entente qui octroyait $645,000 à l'organisme "syndical" pour utilisation au Chili.

> "L'objectif de cette entente est de renforcer et de développer une direction syndicale capable d'organiser un mouvement ouvrier démocratique au Chili, mouvement qui puisse participer et contribuer au développement national...",
>
> ... et aussi de favoriser la réalisation "de projets d'envergure réduite mais d'impact certain, destinés à répondre aux besoins de groupes de travailleurs, et à favoriser le développement d'une attitude amicale envers les Etats-Unis".

Il faut plus qu'une dose normale d'arrogance pour oser affirmer que les chiliens n'ont pas ou ne peuvent organiser eux-mêmes leur propre mouvement ouvrier démocratique. Le mouvement syndical au Chili est né en même temps que le nôtre, et porte à son compte des grèves victorieuses remportées dès 1890: les Chiliens ont syndiqué une plus grande proportion de leur classe ouvrière que ne l'a fait l'AFL-CIO, ici aux U.S.A. Au moment du Coup d'Etat, il y avait 2 millions de travailleurs syndiqués au Chili sur une population de 10 millions. Les syndicats américains rejoignent 25% de la population dite "active"; au Chili, les

syndicats rejoignaient au moins les 3/4 de celle-ci. La principale différence réside dans le fait que les dirigeants syndicaux, démocratiquement élus par la majorité des travailleurs chiliens, optent pour le socialisme et refusent la collaboration avec des corporations qui exploitent leur force de travail - corporations d'ailleurs qui se retrouvent en grand nombre au sein même de l'AIFLD ou de sa direction.

L'argent ne manque pas

Notons que les $645,000, engagés au Chili par l'AIFLD provenaient des taxes payées par les travailleurs américains eux-mêmes. Heureusement ou non pour l'AIFLD, l'organisation des travailleurs ne s'achète ni ne se vend comme n'importe quelle marchandise. Les syndicats chiliens ont consolidé leurs propres forces, au point où les travailleurs ont pu porter au pouvoir le gouvernement d'Allende, et prendre le contrôle des principales grandes compagnies présentes dans leur pays. Ces corporations, disons-le au déshonneur des syndiqués américains, se trouvaient fort bien représentées au sein de l'AIFLD elle-même.

En 1967,* le budget de l'AIFLD s'élevait bien au-dessus de $6 millions, un chiffre trois fois supérieur au budget annuel consacré par l'AFL-CIO au programme de syndicalisation de nouveaux travailleurs aux Etats-Unis même. Même s'il reste encore au pays plus de 60 millions de travailleurs non-syndiqués, jamais l'AFL-CIO n'a songé demander des fonds gouvernementaux pour l'organisation, ici, d'un "mouvement ouvrier démocratique". En fait, le Département de l'AFL-CIO consacré aux

* En 1973, le budget de l'AIFLD s'élevait à $43 millions.

... /

tâches d'organisation des travailleurs non-syndiqués, a vu, en quelques années, ses effectifs diminuer de 600 à 300 permanents - extrêmement soucieux de ne pas se faire remarquer d'ailleurs -

disent redouter que le département tout entier ne disparaisse avant longtemps."

Non seulement le gouvernement ne se montre aucunement disposé à offrir des argents pour soutenir le travail d'organisation syndicale aux Etats-Unis: s'il le faisait, une telle dépense serait illégale bien souvent. Ainsi, en 1966, un petit groupe d'organisateurs syndicaux qui travaillaient parmi les travailleurs agricoles, réussissaient à décrocher quelques fonds de l'Office of Economic Opportunity. Leur objectif était la mise sur pied d'un centre de formation pour organisateurs syndicaux en milieu rural, le California Center for Community Development (CCCD). Après beaucoup d'embêtements, les fonds arrivèrent finalement, sous l'aile protectrice de quelques politiciens du parti démocrate. Le programme du CCCD s'apparentait à celui de l'AIFLD, par sa structure. Les apprentis-organisateurs faisaient un stage de trois semaines d'études au Centre puis en recevaient un "salaire" durant six mois pendant qu'ils "faisaient du travail de formation sur le terrain". La toute première fois que l'un des "diplômés" du Centre fut surpris à organiser une ligne de piquetage chez des travailleurs agricoles, la Police fédérale intervint et ferma le Centre... Bien sûr, le gouvernement américain n'allait pas permettre que l'on finance l'organisation des syndicats avec les taxes payées par les travailleurs... et la loi était là pour l'appuyer.

... /

Du syndicalisme de boutique sur une grande échelle

Quant au souci que des corporations montreraient à organiser un mouvement ouvrier démocratique en Amérique Latine, on ne sait ce qu'il faut penser d'une prétention aussi ouvertement ridicule. L'histoire entière du mouvement syndical aux U.S.A. se porte contre une telle idée. Même l'examen superficiel d'une liste partielle des corporations qui soutiennent l'AIFLD permet de reconnaître le nom de compagnies qui se sont opposées aux efforts de syndicalisation de leurs travailleurs, même au prix de la vie de nombreux d'entre eux.

C'est le cas de compagnies minières, telles la Kennecott, Anaconda, et American Smelting and Refining - qui ont mené, ici même aux Etats-Unis, des luttes sanglantes contre les travailleurs miniers, ceux des fonderies, et des sidérurgies...

C'est aussi le cas du Reader's Digest, qui a joué un rôle important dans la diffusion d'information anti-syndicale..., de IBM qui, avec succès, a tout mis en oeuvre pour garder le syndicalisme hors de son entreprise. C'est aussi le cas des corporations rattachées aux Rockefeller, grandes compagnies pétrolières et géants de la banque, qui ont refusé à leurs employés le droit de se syndiquer... jusqu'à ce que devant la force croissante des travailleurs, la résistance des entreprises se révélât trop coûteuse.

L'histoire entière du syndicalisme montre à l'évidence qu'une

entreprise ne montre de l'intérêt pour la syndicalisation de ses employés que si celle-ci lui permet d'augmenter ses profits. Les entreprises ont toujours tenté de mettre sur pied leurs propres "syndicats"... ou un équivalent, lorsqu'il y avait danger de voir s'organiser un véritable syndicat, prêt à défendre les intérêts des travailleurs. Ainsi les gros producteurs agricoles en Californie: ils favorisent la représentation des travailleurs agricoles par le syndicat des Teamsters. Non parce qu'ils veulent absolument un syndicat pour leurs travailleurs. Mais plutôt parce qu'ils ont besoin d'un syndicat "collaborateur", qui leur évite d'avoir à négocier avec une organisation militante, (celle de César Chavez), représentative des hommes et des femmes qui travaillent dans les champs.. La situation est exactement la même si l'on considère les 95 corporations membres de l'AIFLD. Ce qu'elles veulent, en Amérique Latine, c'est une situation stable du côté de la force de travail, situation qui leur permettra de continuer à retirer de ces pays des profits excessifs. Ce dont elles ont besoin, c'est de la perpétuation de ce statu quo qui a engendré une misère massive et brutale dans toute l'Amérique Latine. Pour eux, la collaboration avec l'AFL-CIO dans le cadre de l'AIFLD, constitue la façon la plus adéquate de maintenir leur contrôle sur la vie et la force productive des travailleurs de ces pays.

... /

DEUXIÈME PARTIE:

Les contradictions et les conflits qui surgissent d'ordinaire entre l'AFL-CIO, le gouvernement américain et les corporations multinationales, semblent s'effacer lorsqu'il s'agit de collaborer dans le cadre de l'AIFLD. Pour comprendre cela, nous devons jeter un coup d'oeil rapide sur le rôle qu'a joué le syndicalisme américain dans la politique étrangère de notre pays: la présente collaboration entreprises/gouvernement/syndicalisme trouve ses fondements dans une histoire déjà vieille de plus d'un demi-siècle.

Les politiques, l'orientation de l'AFL (American Federation of Labor) ont pris forme et se sont fixées au cours de la première guerre mondiale. A cette époque, Samuel Gompers, à la tête des syndicats de métier, s'allia au patronat pour contrer l'influence alors importante du mouvement socialiste américain. Au lendemain de la Révolution russe, l'AFL "se rangeait" définitivement. A partir de ce moment, elle devait s'opposer fermement à toute organisation qui ne reconnaissait pas sans réserve la supériorité de l'économie capitaliste.

Pour combattre les menaces révolutionnaires et apaiser les milieux gouvernementaux américains, effrayés par l'importance des forces socialistes dans le monde, Gompers participa à la fondation de l'Organisation Internationale du Travail, sous les auspices de la Société des Nations. L'OIT resta largement inefficace, mais elle permit d'étaler au grand jour une collaboration nouvelle entre syndicats, patronat et état

puisque chaque délégation nationale à l'OIT devait comprendre des représentants des trois secteurs. C'est dans ce précédent que l'on trouve les racines de la présente collaboration du syndicalisme et de l'entreprise américaine dans le cadre de l'AIFLD.

En Amérique Latine, la période d'entre-deux-guerres fut marquée par d'importants investissements américains dans les domaines de l'agriculture et de l'extraction de matières premières. Les syndicats latino-américains, d'une façon générale, se développèrent sur des bases combatives, tout à l'opposé du syndicalisme "bread-and-butter" de Gompers et de l'AFL. Le caractère dépendant de l'économie de leurs pays, et le degré exacerbé d'exploitation dont étaient objets les masses latino-américaines, poussaient les travailleurs vers des positions beaucoup plus revendicatives et même révolutionnaires.

Gompers, bien sûr, ne pouvait éviter d'intervenir. Il fonda la Pan American Federation of Labor (dès novembre 1918), organisme financé par le gouvernement américain et appuyé sur les principes mêmes de la doctrine Monroe: "pour établir et maintenir les relations les plus amicales entre le gouvernement des Etats-Unis et les pays de tout le continent américain".

La Fédération dura une dizaine d'années et disparut avec la dépression. La Confédération des travailleurs d'Amérique Latine (CTAL) lui succéda et regroupa rapidement des millions de travailleurs de

toutes les tendances politiques. Libre de toute influence américaine, la nouvelle Centrale affirma son orientation anti-impérialiste. Même si elle comptait parmi ses dirigeants quelques marxistes, la CTAL reçut l'appui de la nouvelle Centrale américaine, celle des travailleurs industriels (CIO).

La guerre froide et l'AFL

Ce n'est qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, quand s'amorce la guerre froide, que les hostilités allaient reprendre entre le syndicalisme "libre" à l'américaine et les mouvements syndicaux d'orientations différentes. L'AFL intervient alors tout particulièrement en Europe auprès des syndicats de gauche, secondant ainsi les efforts du gouvernement américain pour pénétrer l'économie européenne et y consolider son hégémonie (via le plan Marshall principalement). Ainsi par exemple, à l'instigation de dirigeants syndicaux reconnus pour leur anti-communisme virulent, l'AFL fomenta une scission au sein de la CGT française à direction communiste. Elle justifia son intervention en alléguant que les travailleurs avaient été "roulés" par les communistes. Elle finança en secret, avec de l'argent "blanchi", des groupes d'opposition qui formèrent une centrale syndicale parallèle à la CGT, la Force Ouvrière (FO).

En 1947, la CIA apparaît. Le syndicalisme "libre" allait pouvoir compter sur une nouvelle source de revenus.

Thomas N. Braden, directeur pour l'Europe de la CIA, de 1950 à 1954, raconte que:

> "Lovestone et son assistant, Irving Brown (il figure dans le Who's who in the CIA, dirigeant syndical par ailleurs...) avaient besoin d'argent pour payer quelques escouades de fiers-à-bras, et assurer que le déchargement de marchandises américaines s'effectue en dépit de l'opposition des dockers communistes (en grève, à Marseille)... Lorsqu'ils furent à court d'argent, ils firent appel à la CIA. C'est alors que commença l'aide secrète aux syndiqués libres..."
>
> (Braden, "I'm glad the CIA is immoral...
> Saturday Evening Post, 20 mai 1967)

Lovestone et Brown agissaient à travers la Free Trade Union Committee (FTUC), mis sur pied par l'AFL à la fin de la guerre. Mais leur anti-communisme obsessif ne tarda pas à les dresser contre tout syndicat à direction gauchissante, celle-ci fût-elle élue de la façon la plus démocratique. Ils s'attirèrent le mépris des travailleurs organisés de tous les pays touchés par leur action et se retrouvèrent associés non seulement à la CIA, mais aussi aux fascistes, maccarthystes, opportunistes et bandits de toutes sortes. Une chose toutefois reste sûre: leur travail contribua à diviser et à affaiblir le mouvement ouvrier devenu une proie plus facile pour les employeurs de ces pays et pour les multinationales.

... /

La CIA paye... et détermine les politiques

Qui a élaboré la stratégie du FTUC? Ce ne sont certainement pas nous, travailleurs syndiqués, qui avons voté un programme destiné à diviser et à castrer le mouvement ouvrier européen par quelque moyen que ce soit. Non, plus vraisemblablement, c'est la CIA elle-même, principal bailleur de fonds du FTUC, qui l'a fait.

On ne peut établir avec exactitude dans quelle mesure la CIA a contribué à élaborer les politiques de notre propre mouvement ouvrier, mais on peut faire état de révélations étonnantes dans la propre presse américaine.

> La "International Federation of Oil Chemical and Atomic Workers" aurait reçu $25,000 par mois de la CIA par le truchement d'une fondation bidon: la Andrew Hamilton Foundation. Cet argent était destiné à l'Amérique Latine à travers l'AIFLD (Washington Post, 23 février 1967).

> Gerald J. Poulsan de l' "International Association of Food and Allied Workers" a affirmé que son organisation avait été utilisée comme couverture par des agents de la CIA (New York Times, 23 février 1967).

> Drew Pearson, dans une chronique du 24 février 1967,

affirmait, pour sa part, que les organisations syndicales recevaient de la CIA environ $100 millions par année. Georges Meany, président de l'AFL-CIO, rejetait cette assertion, mais on peut lire à la page 356 de "Who's who in CIA"une curieuse rubrique: "Georges Meany: au service de la CIA depuis 1948".

Le syndicalisme libre en Amérique Latine

Le FTCU amorça son action en Amérique Latine après la deuxième grande guerre, surtout à travers les manigances de Serafino Romualdi, son homme numéro 1 dans la "région". Romualdi s'appliqua à mettre sur pied une organisation rivale de la CTAL, dont les orientations étaient plutôt à gauche. Pour ce, il s'assura la collaboration du Département d'Etat américain dès 1946. En 1948, la CIT (Confédération interaméricaine de Travail) était fondée; elle regroupait des fractions minoritaires de travailleurs de 17 pays. L'envergure de son action se vit réduite par l'appui de la CIO à la CTAL. Toutefois, après le rapprochement de l'ALF et de la CIO (à partir de 1947; la fusion des deux centrales allait être consommée en 1955, aux U.S.A.) on assista à une stratégie de pénétration plus fine et plus audacieuse du syndicalisme latino-américain.

La CIO en effet retira son appui à la CTAL et se joignit à un nouvel organisme syndical international, anti-communiste avant tout, la

Confédération Internationale du syndicalisme libre. C'est alors qu'également la CIT (Confédération inter-américaine du Travail) élargit son champ d'intervention et se transforma en la branche "pan-américaine" de la Confédération internationale du syndicalisme libre: l'Organisation régionale inter-américaine du travail (ORIT). Objectif: combattre l'infiltration communiste dans le mouvement syndical latino-américain.

Le contrôle Meany-Lovestone affaiblit l'ORIT

Pendant plus de 10 ans, l'ORIT fut littéralement le "bras" de l'AFL-CIO en Amérique Latine - jusqu'à ce que la domination sur elle du syndicalisme américain fût tellement complète qu'elle en limita l'efficacité.

De façon générale, l'ORIT appuyait les politiques américaines en Amérique Latine. Mais surtout elle sacrifia l'objectif de constitution de syndicats démocratiques à la lutte anti-communiste. C'est ainsi qu'elle approuva le renversement des gouvernements réformistes d'Arbenz au Guatemala et de Goulart au Brésil, qu'elle appuya Burnham contre Cheddi Jagan en Guyanne et approuva l'intervention des Marines américains en République Dominicaine. Aux yeux des Latino-américains, l'ORIT n'était qu'un instrument au service du Département d'Etat américain. De plus, plusieurs de ses dirigeants étaient liés à la CIA.

Aussi, à partir de 1961, le prestige et l'efficacité de l'ORIT sont-ils à la baisse. Des discussions s'ouvrent et aboutissent à la création de l'AIFLD comme support et instrument d'organisation des syndicats affiliés à l'ORIT.

L'AIFLD entre en scène

L'AIFLD a effectivement contribué beaucoup à accroître la domination de l'AFL-CIO sur le mouvement ouvrier latino-américain.

L'Institut se vante d'avoir touché par ses programmes de formation 188,795 travailleurs syndiqués, (entre 1960 et 1972), 1,092 d'entre eux participèrent aux sessions de formation de l'école "anti-rouge" de Front Royal, Virginie. De plus, un nombre (non-spécifié) de travailleurs latino-américains ont été invités aux U.S.A. et "exposés" aux bénéfices du syndicalisme d'affaires.

L'AIFLD dispose de moyens nettement supérieurs à ceux dont disposaient les organisations satellites de l'AFL auparavant. Ce qui lui a permis de se gagner beaucoup plus de sympathisants - et finalement - de créer en Amérique Latine un courant syndical soumis et docile.

Cuba et Guatemala

L'AIFLD a recruté une grande partie de son personnel au sein même du groupe des Cubains en exil, supporteurs du dictateur Fulgencio Batista. L'organisation elle-même n'a jamais appuyé le gouvernement

Batista - pour une raison bien simple: l'AIFLD n'existait pas encore à cette époque, - mais l'AFL-CIO, elle, ne s'était pas gênée pour appuyer fermement la CTC d'alors (Confédération des Travailleurs Cubains) vendue à Batista.

Après la révolution cubaine, la CTC, débarrassée de sa direction "collaborationniste" passa aux mains des forces révolutionnaires et elle perdit soudain, aux yeux de l'AFL-CIO, le caractère "libre et démocratique" que celle-ci lui reconnaissait si facilement auparavant...

L'AFL-CIO se trouva d'autre part intimement mêlée au Coup d'Etat qui devait amener la chute du gouvernement de Jacobo Arbenz, au Guatemala, en 1954. Le gouvernement d'Arbenz, réélu en 1954 grâce à un solide appui des travailleurs guatémaltèques, amorça une réforme agraire assez sérieuse pour "choquer" les intérêts de la United Fruits (qui, soit dit en passant, deviendrait plus tard l'une des corporations membres de l'AIFLD). A travers ses hommes de main, l'AFL-CIO tenta de mettre sur pied des organisations syndicales parallèles, dans le but de fragmenter le mouvement d'appui des travailleurs au gouvernement réformiste. Les syndicats et le gouvernement résistèrent à l'attaque. C'est alors que Georges Meany déclara qu' "il était temps de briser les chaînes de la domination communiste" qui s'abattait sur le Guatémala.

Les rares membres de l'organisation syndicale parallèle (pro-américaine) se joignirent aux forces de l'armée de "libération" (noyautée et organisée par la CIA) aux ordres de Castillo Armas qui renversa le

gouvernement Arbenz en 1954.

Immédiatement après le Coup - première intervention américaine contre un gouvernement nationaliste réformiste en Amérique Latine,et qui allait être suivie par bien d'autres - l'homme numéro 1 de l'AFL dans la "région", Romualdi, s'amena au pays: dans le but d'aider les "syndicats à réorganiser leurs forces". Meany, comme les autres dirigeants américains, annonça que "l'AFL se réjouissait de la chute du régime communiste".

Emil Mazey, des Travailleurs Unis de l'Automobile, fut alors un des rares dirigeants syndicaux à s'opposer à l'intervention américaine au Guatemala.

> "Le Département d'Etat et la United Fruit se sont immiscés sans vergogne dans la vie politique de ce pays... Ils ont organisé des rébellions... Ils se sont opposés à la réforme agraire... Ils se sont opposés à toute mesure progressiste..."

En Guyanne et en République Dominicaine

En Guyanne, l'AIFLD supporta de façon toute spéciale ses "diplômés" et des syndicats de boutiques dans le cadre d'une grève politique destinée à déloger du pouvoir Cheddi Jagan, un leader nationaliste populaire. Jagan fut élu deux fois en dépit des manoeuvres répétées de l'AFL-CIO. Mais il fut finalement renversé, dans un climat de chaos général provoqué par la CIA et les syndicats gagnés à l'AFL-CIO.

... /

Dans la République Dominicaine, au lendemain de la dictature de Trujillo, l'AIFLD entra en action et mit en oeuvre une fois de plus ses tactiques les plus éprouvées contre le gouvernement réformiste de Juan Bosch. Les plus hauts dirigeants de l'organisation offrirent leurs services de "conseillers" auprès de la nouvelle Centrale syndicale (FOUPSA). A un moment donné, leurs "conseils" prirent la forme d'une offre de $30,000 au dirigeant de la FOUPSA pour que celui-ci contremande une grève générale. Soto refusa l'offre. La direction de l'AIFLD le rangea donc du côté des communistes et finança un mouvement de scission au sein de la centrale. Plusieurs syndicats se retirèrent de la FOUPSA et formèrent une petite centrale parallèle, la CONATRAL. L'AIFLD utilisa la CONATRAL "pour combattre la majorité communiste du mouvement syndical dominicain ainsi que le gouvernement libéral de Juan Bosch" (à l'ère de l'Alliance pour le Progrès, l'impérialisme américain ne pouvait même pas souffrir les gouvernements à tendance réformiste, nationaliste en Amérique Latine).

La CONATRAL sollicita l'action militaire contre le gouvernement de Bosch et appuya même l'intervention des troupes américaines en 1965.

Un "Plan d'urgence pour la République Dominicaine", à la date du 15 novembre 1965, adressé par l'AIFLD au Département d'Etat américain, réclamait des fonds de l'ordre de $50,000, destinés au financement d'une campagne de propagande, de brigades motorisées, de fiers-à-bras, etc..., d'éducateurs-organisateurs aussi mobilisables pour des

cas d'urgence... Avaient participé à la préparation du Plan: le représentant de l'ORIT, le personnel de l'AIFLD en République Dominicaine, l'ambassadeur des Etats-Unis au pays, le Comité exécutif de la CONATRAL et le directeur de l'American Institute for Development (AID).

Lors des conflits provoqués par la scission syndicale, la forte majorité de travailleurs avaient participé à une manifestation où l'on avait brûlé en effigie les "conseillers" de l'AIFLD. Après la chûte du régime Bosch, le nouveau gouvernement gela les salaires, interdit toute grève, congédia les dirigeants syndicaux, procéda à l'arrestation de plusieurs d'entre eux... et décora Romualdi, toujours l'homme numéro 1 de l'AIFLD.

Ce qui importe, c'est l'anti-communisme

La tactique adoptée à Saint-Domingue est caractéristique de l'ensemble des opérations menées par l'AIFLD en Amérique Latine. En effet, les opérations de l'Institut, une organisation "privée", servent à camoufler les interventions du gouvernement américain dans les affaires internes des pays. De telles interventions ne pourraient être menées ouvertement sans la violation des principes même de l'ONU et de l'OEA. Sans la couverture de l'AIFLD, les Etats-Unis se révéleraient proprement comme de véritables gangsters internationaux. Le Département d'Etat a choisi la voie de l'hypocrisie, pavée par la complicité de l'AFL-CIO.

... /

La préoccupation principale de l'AIFLD a toujours été la lutte anti-communiste, à quelque prix que ce soit. Au détriment de la démocratie syndicale interne, des revendications matérielles pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail. Au détriment de la lutte pour la reconnaissance syndicale, etc... Face à la lutte anti-communiste, ces objectifs de revendications syndicales "traditionnelles" deviennent non seulement secondaires mais encombrants même. Et c'est le même anti-communisme forcené qui a amené l'AIFLD à appuyer les dictatures les plus brutales, à détruire par la terreur et les emprisonnements des mouvements syndicaux authentiques dans de nombreux pays.

Pour l'AIFLD, un syndicat "libre", c'est celui qui accepte de l'argent de l'AIFLD, et les ordres de Washington. Et à ses yeux, tout gouvernement qui endosse et appuie un tel syndicalisme ne peut être une dictature ni une menace à la paix...

C'est ce qui explique que l'AFL-CIO accepte la dictature au Brésil et garde le silence lorsque les bourreaux au Chili mettent hors-la-loi le mouvement syndical et tuent les militants.